

---

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 038/MME/MCIA du 23  
mars 2007

Portant Comptabilisation des sources d'énergie consommée au Togo

**LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DES MINES ET DE  
L'ENERGIE;  
LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE  
L'ARTISANAT,**

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 99-011 du 28 décembre 1999 portant organisation de la concurrence au Togo ;

Vu l'ordonnance n° 017 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution ;

Vu le décret n° 86-184/PR du 05 juin 1986 portant organisation du Ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret n° 2002-029/PR du 02 avril 2002 portant création du Mécanisme d'Ajustement Automatique des prix des produits pétroliers ;

Vu le décret n° 2005-093/PR du 04 octobre 2005 portant attribution et organisation du ministère des Mines, Energie et Eau ;

Vu le décret n° 2005 100/PR du 28 octobre 2005 portant attribution et organisation du ministère du Commerce et de l'Industrie ;

Vu le décret n° 2006-120/PR du 20 septembre 2006 portant composition du gouvernement ;

Vu la facture des produits pétroliers de plus en plus insupportables absorbant les efforts de croissance de l'économie nationale ;

Vu l'urgence de mettre en place une politique de l'énergie sur une base de la comptabilité nationale de l'énergie (bilans énergétiques) ;

Sur proposition conjointe de la direction générale de l'énergie et de la direction du Commerce intérieur et de la Concurrence ;

**ARRETENT:**

**Article premier :** Toutes les sources d'énergie consommées sur le territoire national doivent être comptabilisées.

**Art. 2 :** Tout producteur ou vendeur de source d'énergie doit déclarer régulièrement les quantités de produits concernés aux directions compétentes sous forme de données statistiques reflétant la production ou les importations et les ventes.

**Art. 3 :** Les produits Concernés sous entend :

- Tous produits dérivés du pétrole brut encore appelés produits pétroliers ;
- L'électricité ;
- Les produits de la biomasse à savoir: bois de feu, charbon de bois, déchets végétaux et animaux ;
- Les énergies renouvelables (solaire, éolien, le biogaz, microcentrales hydroélectriques, etc. .... )

**Art. 4 :** L'inobservation de l'obligation de déclaration prévue à l'article 2 du présent arrêté est passible des peines prévues par les dispositions en vigueur jusqu'au retrait du permis ou d'autorisation d'exercice de l'activité concernée.

**Art. 5 :** Une commission ad hoc composée des représentants de la direction générale de l'énergie et de la direction du commerce intérieur et de la concurrence statuera sur les cas d'inobservation de l'obligation de déclaration et proposera aux ministres chargés de l'énergie et du commerce, les pénalités subséquentes.

**Art. 6 :** Le directeur général de l'énergie et le directeur du commerce intérieur et de la concurrence, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Art. 7 :** Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 23 mars 2007

Le ministre d'Etat, ministre des Mines et de l'Energie  
**Pr Léopold Messan GNININVI**

Le ministre du Commerce, de l'Industrie  
et de l'Artisanat  
**Jean-Lucien SAVI de TOVE**